

17 février 2013

La politique russe en Méditerranée et au Moyen-Orient : impasse ou pragmatisme ?

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Tout comme les Occidentaux, les Russes furent aussi surpris par le Printemps arabe. Depuis, la surprise et les doutes du début se sont rapidement transformés en une franche méfiance voire une nette hostilité à l'égard d'un mouvement qui, selon eux, menace gravement leurs intérêts mais aussi la stabilité de cette région. Bien sûr, les autorités russes ont à plusieurs reprises salué « les aspirations démocratiques des peuples arabes ». En effet, concernant la Tunisie, où les intérêts russes sont faibles, le président Medvedev avait salué l'arrivée de la démocratie. Ce fut la même chose pour l'Égypte. S'agissant du Bahreïn et du Yémen, out en appelant à des solutions pacifiques, Moscou était restée discrète. Pour la Libye, les Russes avaient adopté dès le début une grande réserve et ils se sont alors contentés de s'abstenir lors du vote, par le Conseil de sécurité, de la résolution 1973 en mars 2011. Après coup, ce vote surprenant (les Russes voulurent jouer l'ouverture à l'égard des pays occidentaux) fut une erreur car contraire à leurs intérêts et à leur position traditionnelle. L'interprétation très large donnée par les alliés à la résolution 1973 a choqué Moscou qui s'est sentie flouée. Elle accepta de reconnaître le CNT qu'avec réticences et réserves le 1^{er} septembre 2011. Enfin, sur le dossier syrien, la Russie, parfaitement lucide sur les raisons du soulèvement en Syrie, n'a pas ménagé ses critiques à l'égard du régime de Bachar al-Assad. Cependant, Moscou a durci ses positions en soutenant le régime, ce qui se traduit par une attitude de blocage au Conseil de sécurité. Nous verrons plus loin les raisons spécifiques de cette posture.

Aujourd'hui, après plus de deux ans de troubles, la Russie s'étonne toujours de l'aveuglement des pays occidentaux face aux conséquences de ce bouleversement historique et de la poussée de l'islamisme radical qui suivit. Inversement, les raisons de la position russe sont mal comprises en Europe. Le soutien indéfectible de Moscou au régime de Damas est fortement critiqué. De nombreux observateurs annoncent déjà sa marginalisation, l'effritement de son influence et le fiasco d'une politique russe au Moyen-Orient qui refuse les évolutions profondes et qui affectera directement ses intérêts puisque très mal perçue par les opinions publiques arabes et par plusieurs gouvernements à sensibilité islamiste.

Toutefois, affirmer que la politique russe ira inévitablement dans le mur, n'est-ce pas aller un peu vite en besogne ? Car, en définitive, la position russe doit être resituée dans le cadre de sa politique étrangère dans cette zone stratégique, située dans son voisinage immédiat. Elle est fondée sur une parfaite connaissance du monde musulman et sur des considérations sécuritaires qu'il ne faut surtout pas sous-estimer. D'autre part, comme nous le verrons, Moscou garde de solides points d'ancrage en Méditerranée et au Moyen-Orient.

Une connaissance de l'islam ancienne et fondée.

Tout d'abord, la Russie a été confrontée à l'islam dès le début du XIX^e siècle lors de la pacification du Caucase et de la conquête de l'Asie centrale. Déjà, en 1830, des observateurs russes étaient présents en Algérie afin d'étudier (et comparer avec leurs propres conquêtes de terres musulmanes) la conquête française du territoire¹ ! L'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences, qui va bientôt fêter son bicentenaire, est dans le monde l'un des plus anciens et des plus renommés

¹ Laran Michel, *La politique russe et l'intervention française à Alger (1829-1830)*, In: Revue des études slaves, Tome 38, 1961. Mélanges Pierre Pascal. pp. 119-128.

instituts de recherches et de réflexions sur l'islam et l'Orient. Il a d'ailleurs joué dans le passé un rôle majeur et a été la matrice de nombreux spécialistes les plus pointus sur le sujet comme le plus connu d'entre eux : Evgueny Primakov. Ce dernier, directeur de l'Institut de 1977 à 1985, ancien responsable du KGB, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien Premier ministre, arabisant, fin connaisseur du monde arabe et musulman, reste actuellement une voix toujours écoutée au Kremlin pour les questions du Moyen-Orient.

Ainsi, le Moyen-Orient a toujours été d'un grand intérêt pour Moscou. La politique de la « poussée vers les mers chaudes » a été une constante pour la Russie des tsars comme pour l'URSS. Dès la fin de la Seconde guerre mondiale, l'URSS a exercé une influence certaine dans de nombreux pays arabes considérés comme « progressistes », la région étant devenue un des terrains majeurs de la guerre froide.

Comme l'a très bien décrit l'historienne, spécialiste de la Russie, Hélène Carrère d'Encausse dans son ouvrage de référence, *La politique soviétique au Moyen-Orient de 1955 à 1975*², malgré les difficultés et les revers (perte notamment de l'Egypte qui bascula dans le camp occidental avec Sadate à la fin des années 1970), l'URSS sera très présente dans la région en y affirmant toujours ses positions. Après l'effondrement de l'Union soviétique à partir de 1989 et la décennie d'impuissance qui suivit, l'influence de Moscou s'effrita et la Russie dut se résigner à accepter l'hégémonie américaine sur la région à partir de la guerre du Golfe de 1990-1991.

C'est Vladimir Poutine qui, dès sa première prise de fonction comme président en 2000, renoua avec une diplomatie dynamique dans la région. Ainsi, à la veille du printemps arabe, la Russie avait réussi, en une dizaine d'années, à reprendre pied au Moyen-Orient, réaffirmant son intérêt et sa présence économique, voire sa coopération militaire, non seulement chez les anciens protégés de l'Union soviétique comme la Syrie mais aussi avec de nouveaux partenaires comme l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Iran et même Israël.

Par ailleurs, des expériences douloureuses comme l'intervention en Afghanistan de 1979 à 1989 et, plus proche de nous, deux guerres en Tchétchénie, la première de 1994 à 1996 et la seconde, victorieuse, d'octobre 1999 à mai 2000 (avec des combats sporadiques jusqu'en 2009 et 2012...) ont été de véritables et de rudes leçons pour la Russie. D'autre part, touchée sur son sol, et parfois en plein cœur de Moscou, par le terrorisme meurtrier de groupes djihadistes tchétchènes durant les années 1990-2000 (Prise d'otage par un commando tchétchène au Théâtre de Moscou en octobre 2002 et la dramatique prise d'otages de l'école de Beslan, en Ossétie, en septembre 2004), la Russie et ses responsables sont obsédés par leur sécurité. Qui peut les blâmer ?

Cette crainte sécuritaire s'exerce donc aussi à l'égard de la population musulmane vivant dans la fédération et dans son pré-carré, composé des cinq ex-républiques d'Asie centrale. Elle est d'ailleurs un élément important dans la définition même de sa politique étrangère. En effet, la Russie, premier pays musulman d'Europe, compte actuellement une population de 22 millions de musulmans résidant essentiellement à Moscou, sur la Volga autour de Kazan, dans le Caucase sans oublier l'Extrême Orient. D'autre part, elle connaît une forte immigration, souvent clandestine et originaire d'Asie centrale. Cette situation inquiète les autorités russes et c'est la raison pour laquelle la communauté musulmane reste très surveillée du fait des menaces que font peser les groupes djihadistes sur la stabilité de ces territoires.

Voilà pourquoi, le printemps arabe, qui a conduit des islamistes au pouvoir dans la plupart des pays arabes méditerranéens, est devenu un véritable cauchemar pour Moscou qui craint le même scénario en Asie centrale et une islamisation générale du monde arabe qui finisse par contaminer les Républiques musulmanes d'Asie centrale, voire même la Fédération de Russie.

² Hélène Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient de 1955 à 1975*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1975, 378 p.

Dans ces conditions, on comprend mieux la ténacité avec laquelle Vladimir Poutine défend le régime du président syrien Bachar el-Assad. Car céder sur la Syrie, reviendrait à céder sur d'autres soulèvements qui pourraient à l'avenir éclater dans son environnement proche comme en Ouzbékistan, au Kazakhstan ou en Azerbaïdjan.

Les points d'ancrage russes en Méditerranée et au Moyen-Orient

Certes son soutien indéfectible au régime de Damas fait que les relations entre la Russie et les pays du Golfe, spécialement avec le Qatar et l'Arabie, se sont grandement détériorées. Mais alors que la Libye est plongée dans le chaos, les islamistes au pouvoir en Tunisie et en Egypte doivent faire face à des économies moribondes et surtout, à la colère des « floués des révolutions ». Les Occidentaux (surtout Européens), de leur côté, avec la chute des dictatures laïques, ont perdu leurs interlocuteurs privilégiés et peinent à présent à reconstruire des réseaux stables et sérieux dans ce nouvel environnement chaotique.

La Russie, quant à elle, est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de gaz et de pétrole (donc plus indépendante que l'Europe vis-à-vis du Qatar ou de l'Arabie saoudite), et possède encore, paradoxalement, des relais importants en Méditerranée et au Moyen-Orient.

Tout d'abord, la Russie s'est énormément investie sur la rive nord du bassin méditerranéen avec notamment la **Grèce** (solidarité orthodoxe), **Chypre** (où Moscou est le premier investisseur) et aussi l'**Italie** (importants partenariats énergétiques) et l'**Espagne** (investissements dans l'immobilier). De plus, sur la rive sud, Moscou peut encore compter sur l'**Algérie**, pays dont la Russie fournit la majorité de son armement et avec lequel de nombreux accords de toutes natures (surtout énergétiques) ont été signés durant les années 2000. Par ailleurs, le régime algérien, solide, et échappé à la guerre civile, des années 1990 et sa lutte sanglante contre le terrorisme islamiste, n'est, pour l'instant, pas prêt à se faire balayer par un quelconque « Printemps arabe ». On a pu mesurer sa détermination lors de la prise d'otages d'In Amenas en janvier dernier...

Parallèlement, la Russie est aussi devenue un partenaire privilégié, pour ne pas dire le nouvel allié, d'**Israël**, le pays le plus puissant de la région (où près d'un million d'Israéliens sont originaires de Russie, soit 20% de la population). La coopération commerciale (possible investissement de Gazprom dans le gisement de gaz Léviathan découvert par les Israéliens en Méditerranée orientale, plus de la moitié des importations israéliennes provenant de Russie, explosion du tourisme...), technologique (matières premières contre produits de haute technologie, mises en orbite de satellites israéliens...) et militaire (systèmes radars, drones...mais aussi et surtout dans le domaine du renseignement et de la lutte anti-terroriste) entre les deux pays est florissante.

Moscou reste aussi le premier fournisseur d'armes et de technologie ainsi que le principal soutien international de l'autre puissance régionale : l'**Iran**. Pour la Russie, cette « alliance » avec l'Iran, l'Etat phare du chiisme dans la région, relève essentiellement du commerce mais aussi de la Realpolitik. En effet, pour Vladimir Poutine, la position russe envers son client iranien, dont les relations ont été souvent complexes et difficiles, est également une façon de contrebalancer et d'entraver « l'impérialisme » américain au Moyen-Orient. Ainsi, il confirme, outre sa volonté de puissance, sa capacité de nuisance. En **Syrie** enfin, malgré le terrain perdu, le régime ne vacille toujours pas et peut tenir encore de long mois. En s'engageant au côté de Bachar el-Assad, la Russie préserve sa base navale de Tartous en Méditerranée, dont l'importance stratégique est considérable étant le dernier avant-poste de Moscou à l'étranger maintenu depuis l'effondrement de l'URSS. D'autre part, le soutien sans faille au régime permet à la Russie de jouer pleinement son nouveau rôle de protecteur des chrétiens d'Orient (liens étroits entre le Patriarcat orthodoxe russe et l'église grec-orthodoxe syrienne) et surtout, de s'affirmer comme une grande puissance incontournable. Ainsi, elle entend assumer pleinement son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité. En reprenant une vieille tradition de l'URSS, elle n'hésite plus à menacer d'émettre son veto, voire à l'exercer totalement. Car pour les Russes, après le départ d'Assad et la chute de son régime, le pays sombrera inévitablement

dans un chaos généralisé, voire se fragmentera, devenant la base arrière des mouvements djihadistes (déjà très présents) et du terrorisme international. Bien qu'ayant évolué vers l'idée d'une transition négociée entre le régime et l'opposition, mais faute de solutions alternatives sérieuses, Moscou s'opposera donc toujours à une intervention étrangère (seule condition réelle pour une victoire de l'opposition) et soutiendra encore le régime. Toutefois, si des négociations entre Syriens (solution la plus souhaitable pour l'issue du conflit et les populations) devaient voir le jour, il est certain que la Russie y jouera un rôle plus que majeur. Tout comme dans le dossier du nucléaire iranien, où grâce à ses rapports privilégiés avec les deux principaux protagonistes (Israël et l'Iran), il serait fort possible que, là encore, en cas de recours à l'option diplomatique, la Russie deviendrait assurément le principal intermédiaire.

Certes, avec de telles positions, la Russie risque de perdre tout crédit auprès des Etats arabes. Cependant, « *dans le monde arabe, c'est la parole qui engage l'honneur ; on y est respecté en fonction de ses amitiés. (...) Quand, devant un Arabe, on laisse tomber ses propres amis, fussent-ils des ennemis de l'Arabe en question, on se déconsidère*³ ». En effet, les Arabes n'ont que mépris pour le reniement et les Russes semblent l'avoir compris depuis longtemps. De fait, Vladimir Poutine, qui ne prend pas ses conseils auprès de pseudo philosophe mondain mais plutôt auprès de ses efficaces services de renseignements et aussi, comme on l'a vu, auprès d'éminents spécialistes, sait qu'avec sa politique pragmatique et cohérente dans la région, la Russie signe finalement son grand retour sur la scène internationale et moyen-orientale. En définitive, elle pourrait très bien aussi redevenir l'acteur incontournable dans le traitement des problèmes du Moyen-Orient.

Comme « politique allant dans le mur », on a connu pire...

Roland Lombardi

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Réagir

³ Michel Rocard sur *Radio-Orient* le 28 février 1986 (à propos de la politique d'« abandon » française envers les Chrétiens du Liban pendant la guerre civile)